

L'honorable Bill Morneau
Ministre des Finances
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
fin.2018pbc-cpb2018.fin@canada.ca

Le 2 août 2017

Objet : Consultations prébudgétaires 2018

Monsieur,

La St. Stephen's Community House tient à exprimer son soutien à votre parti, ainsi qu'à vous-même, en tant que ministre des Finances. Nous tenons également à vous remercier pour vos investissements dans le Budget 2017, *Bâtir une classe moyenne forte*, qui misait sur la qualité de vie des gens de tous âges, renforçait le filet social, réduisait les inégalités, aidait les collectivités à innover et à se transformer et cherchait à aider tous les résidents du pays à réussir et à prospérer. Nous appuyons également le gouvernement dans sa décision d'adopter le tout premier *Énoncé relatif aux sexes* du Canada, qui sert désormais de point de départ pour des discussions ouvertes et transparentes sur le rôle de la question homme-femme dans l'élaboration de politiques. Nous tenons également à saluer vos efforts pour inviter toutes les collectivités canadiennes à s'unir en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale sur la réduction de la pauvreté au Canada. C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous vous pressons de peser toutes vos décisions budgétaires en tenant compte de l'objectif de réduction de la pauvreté.

La St. Stephen's Community House est un organisme sans but lucratif offrant plusieurs services dans l'ouest du centre-ville de Toronto (University-Rosedale, Spadina-Fort York, Toronto-St. Paul's), ainsi que dans North York (Willowdale). Nous offrons des services à des Ontariens à faible revenu, dont des enfants et leurs parents, des jeunes, des personnes âgées, de nouveaux arrivants, des personnes sans abri, des personnes mal logées et des bénéficiaires de l'aide sociale. Nous continuons à dénoncer la pauvreté et le manque de logements abordables aux côtés de nos bénéficiaires et d'autres citoyens, ainsi qu'en leur nom, dans un contexte où la fracture sociale et économique de notre ville ne cesse de croître. Vous trouverez, dans notre lettre, plusieurs recommandations en vue du Budget 2018. Des recommandations nourries de la réalité vécue par nos bénéficiaires et qui, dans bien des cas, correspondent aux engagements de la plateforme du parti libéral.

- Adopter une stratégie pour s’attaquer au sous-emploi et améliorer l’équité en emploi. Un salaire minimum de 15 \$/h pour les travailleurs des industries réglementées par le fédéral. Des programmes médicaux améliorés, dont une assurance médicament, des soins bucco-dentaires et des services de réadaptation. Une bonne stratégie en matière d’emploi. L’accès à une éducation postsecondaire, universitaire, collégiale et professionnelle. L’amélioration de la prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT).
- Nous saluons l’engagement de financement sur 10 ans du Budget 2017 pour les services à la petite enfance. Nous constatons, toutefois, que mettre en place un système de garde universel, abordable et de grande qualité nécessitera énormément de ressources. Nous vous demandons donc d’augmenter les fonds qui y seront consacrés et d’accélérer les investissements au cours des 10 prochaines années, de sorte que le financement pour les services de garde et les services éducatifs à l’enfance atteigne au moins 1 % du PIB, conformément à ce qui se fait ailleurs dans le monde.
- L’accès à des services à l’enfance abordables et de qualité est essentiel pour les familles. Les retombées sociales et économiques de services à l’enfance abordables, de qualité et sans but lucratif sont d’ailleurs très bien documentées (Martha Friendly, 2008, *Why Canada Can’t Work without Good Child Care*; Childcare Resource and Research Unit, 1997, *In the Public Interest: The Social and Economic Benefits of High Quality Childcare*; Nayar Consulting, 2011, *An Opportunity for Every Child*). D’après un rapport récent de Social Planning Toronto sur les changements démographiques (juin 2017), c’est à Toronto que les services de garde pour les nourrissons, les tout-petits et les enfants d’âge préscolaire coûtent le plus cher au pays. Des services qui sont inabornables pour plus de 75 % des familles torontoises. Une stratégie nationale en matière de services à l’enfance permettrait au gouvernement d’aider les familles plus démunies ainsi que celles de la classe moyenne, qui ne sont pas admissibles aux subventions et qui, par conséquent, ont énormément de mal à payer le plein prix. Les services de garde pour un seul enfant coûtent près de 20 000 \$ par année. C’est un fardeau considérable pour les familles à revenu modeste et à revenu moyen. D’après les données du recensement 2016, le nombre d’enfants de 5 à 9 ans a augmenté de 5,4 % à Toronto. Par ailleurs, à l’instar du Groupe d’experts du gouvernement fédéral sur l’emploi chez les jeunes, nous recommandons d’augmenter les investissements dans les programmes d’employabilité jeunesse, surtout pour les plus vulnérables. Le programme de Connexion compétences devrait miser sur l’offre de services intégrés afin d’assurer la réussite des jeunes. On devrait faire la promotion du programme d’Emplois d’été Canada et de l’entrepreneuriat, ainsi que des fonds pour l’innovation. Le gouvernement devrait créer des pôles autochtones d’emploi et de guérison en milieu urbain, où seraient offerts du mentorat et des cours à distance.
- Indexer pleinement et immédiatement l’allocation canadienne pour enfant (ACE) au taux d’inflation. Augmenter le montant de base de l’ACE afin de réduire la pauvreté infantile de 50 % d’ici 2020. Veiller à l’adhésion à l’ACE dans les communautés autochtones. Réévaluer l’admissibilité à l’ACE afin de s’assurer que le statut d’immigration des parents n’est pas un obstacle.

- Repenser les normes de travail afin de réduire la précarité d'emploi chez les jeunes et les adultes. Nous recommandons de modifier le *Code du travail* de façon à améliorer les normes de travail, les droits et la sécurité des travailleurs, à réglementer les agences de placement temporaire et à assurer l'égalité entre les hommes et les femmes.
- Nous pressons le gouvernement à diminuer la pauvreté en améliorant les programmes de sécurité du revenu. Indexer le Programme de la sécurité de la vieillesse à la moyenne des traitements et des salaires industriels. Majorer le supplément de revenu garanti (SRG) de 1 000 \$ pour les personnes âgées à faible revenu. Augmenter l'exemption du SRG de 3 000 \$ pour les personnes âgées (vivant seules ou en couple). Faire passer le taux de remplacement prévu par le Régime de pensions du Canada à 50 %.

Il n'y a aucune indication que le gouvernement fédéral ait l'intention de faire des investissements additionnels dans le Transfert canadien en matière de programmes sociaux afin d'améliorer l'adéquation avec les prestations d'aide sociale des provinces et des territoires. Étant donné que les 5 % des Canadiens qui reçoivent de l'aide sociale représentent 40 % des personnes vivant dans la pauvreté, augmenter les prestations d'aide sociale par l'entremise du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (tout en exigeant des provinces et des territoires d'utiliser ces sommes à cette fin uniquement) contribuerait de façon majeure à la lutte contre la pauvreté au pays.

- Nous saluons la création du fonds national pour le logement de 5 milliards de dollars, qui vise à résoudre des problèmes cruciaux en matière de logement et à réparer les logements sociaux, qui en ont grandement besoin. De plus, les besoins en logements abordables et en logements supervisés pour les personnes souffrant de problèmes de santé mentale et de toxicomanie sont criants. Un engagement de 1 % du budget fédéral pour bâtir des logements abordables suffirait pour fournir les ressources nécessaires et encouragerait les autres paliers de gouvernement à faire de même.

Tous ces investissements sont extrêmement importants et plus que nécessaires; ils ont d'ailleurs été très bien reçus par les défenseurs du droit au logement partout au pays. Toutefois, ces mêmes personnes ont noté que les sommes prévues ne suffiront pas à répondre aux besoins, notamment en raison des 30 années de désinvestissement du gouvernement fédéral dans le logement abordable. Enfin, ces fonds doivent être rendus disponibles pendant le mandat actuel du gouvernement.

- Un plus grand accès à la thérapie pour les personnes atteintes de problèmes de santé mentale et de toxicomanie. De la thérapie pour traiter les problèmes de santé mentale, comme la dépression, l'anxiété, le trouble bipolaire et la schizophrénie, pour ne nommer que ceux-là, afin que les gens qui en sont atteints aient une vie satisfaisante et productive. Nous pressons les gouvernements fédéral et provinciaux d'augmenter le nombre de logements supervisés destinés aux personnes atteintes de problèmes de santé mentale et de toxicomanie, aux personnes sans-abri et aux personnes à risque de devenir sans-abri. Ces

logements supervisés abordables offriraient un milieu de vie sécuritaire tout en garantissant l'accès aux services de soutien nécessaires, dont de l'aide psychologique.

- Nous recommandons au gouvernement fédéral d'harmoniser ses lois et règlements avec ceux des provinces afin d'aider les organismes communautaires à s'épanouir, au lieu de limiter leurs actions. Une plus grande adéquation avec les provinces, comme l'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire, est nécessaire pour assurer la prospérité du milieu communautaire. Bien que le rôle de l'ARC soit de donner des conseils en matière de politiques, elle n'offre pas de soutien en ce qui concerne la croissance et le développement. Nous pressons donc le gouvernement de réserver une partie des fonds et des subventions au milieu communautaire, particulièrement pour favoriser la recherche, le développement et l'innovation et pour mener une étude sur les obstacles législatifs et réglementaires actuels.
- Nous pressons le gouvernement d'appliquer les recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation. Ce gouvernement a promis de se réconcilier avec les peuples autochtones et de s'attaquer à la pauvreté dans leur communauté. Nous sommes impatients de voir les retombées concrètes de ces investissements dans la vie des peuples autochtones et de constater que ceux-ci prennent le contrôle de leur propre vie. Ces objectifs ne pourront être atteints si le Canada ne se conforme pas à l'ordonnance du Tribunal des droits de la personne voulant que le Canada cesse immédiatement de discriminer les enfants autochtones en finançant adéquatement les services à l'enfance et à la famille destinés aux Autochtones.
- Bien des gens espéraient que le Budget éliminerait les échappatoires fiscales qui profitent disproportionnellement aux Canadiens bien nantis, comme le gouvernement l'avait promis pendant la campagne électorale 2016. Nous recommandons que le gouvernement pose un geste concret dans le Budget 2018 afin d'éliminer ces échappatoires fiscales et de privilégier l'équité fiscale.

Nous sommes heureux de constater l'engagement de votre gouvernement à lutter contre la pauvreté et à rendre des comptes à la population sur les cibles établies en la matière. Les stratégies de réduction de la pauvreté de votre gouvernement vont dans le même sens que **celles des provinces et des municipales**, et les soutiennent. Sachez, par ailleurs, que nous serons heureux d'avoir la possibilité d'y contribuer.

N'hésitez pas à communiquer avec nous au sbill@sschto.ca.

Veuillez agréer nos salutations les plus distinguées,



Bill Sinclair
Directeur général



Howard Green
Président du conseil d'administration

c.c. Adam Vaughn, député, Spadina — Fort York, secrétaire parlementaire du ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social (Logement et Affaires urbaines)
Chrystia Freeland, députée, University — Rosedale, ministre des Affaires étrangères
Carolyn Bennett, députée, Toronto — St. Paul's, ministre des Affaires autochtones et du Nord
Ali Ehsassi, député, Willowdale

